

KPB – archief Archives PCB
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF PB
DOCS 18

PB / BP 30

Nummer:

1.10.5

30

BP 30-1881

PROCES VERBAL DU BP DU 6/1/1981

PRESENTS: BEAUVOIS-BLUME-COUTEAU-DEBROUWERE-DUCHATEAU-DUSSART-LEWIN-RENARD-TURF- VAN GEYT- WITHAGES- S. NUDELHOLE

RENTREE POLITIQUE ET LES RELAIS DE JANVIER

- sur les problèmes d'ordre général

A propos de la convention Interprofessionnelle : après le jeu très concerté entre le gouvernement et la FEB et ses composantes, le gouvernement ne fait aucune allusion à une convention dans les projets de loi déjà déposés

Il faudra s'informer du résultat des négociations dans le secteur pétrole; pour les ACEC, prendre acte de ce que le communiqué de la délégation syndicale ne reflète pas les interprétations nouvelles de l'accord de 1980; prendre acte également de ce que des discussions sont en cours à la CDC de Charleroi et à la maison des éditions du Standard

- veiller à des présences à la Concentration de l'Ouest de la Flandre samedi 10 avec un meeting de DeBûnne

- Il s'agit pour le parti, de contribuer à l'organisation d'une riposte au plan gouvernemental en y accrochant nos propositions alternatives

- pour la sidérurgie: les éléments nouveaux se greffent sur le plan d'austérité

- mettre l'accent sur:

- les dérobades croissantes des holdings et sur l'exigence du respect de leurs engagements (10 milliards d'investissements en aval de la sidérurgie)

- la mise sous statut public qui doit comporter, à l'échelle de la wallonie, une unité de gestion avec exclusion des partenaires privés de cette gestion. Cet objectif implique une autre politique à réaliser dans le cadre de l'autonomie de la région wallonne

(ne pas proposer le rachat des parts- ce serait un cadeau supplémentaire)

Pour la Flandre: tenir compte de la position de la CSC qui exige le fonctionnement effectif de la Commission de concertation et de contrôle de la politique sidérurgique.

Il faudra encore concrétiser la notion de contrôle ouvrier

- convoquer une conférence de presse pour ce jeudi 8/1

- sur nos propositions alternatives : Il faudra encore affiner certaines propositions (voir note LVG préparée pour le "conclave" du 9.1)

PROBLEMES INTERNATIONAUX

POLOGNE

- accord sur les réactions ponctuelles au communiqué de presse de l'Intersection de Seraing et à la lettre du comité d'Edegem

2.-

Il faut en outre, au nom du BP, rappeler aux deux sections quelle est notre position (par l'envoi du texte de la conférence de presse de LVG) - plus spécialement pour l'Intersection de Seraing, lui rappeler la règle en usage en ce qui concerne les problèmes Internationaux à savoir que les prises de position des sections ou des fédérations ont un caractère Interne au Parti

Prendre acte de ce que cette motion signée par Bergen est en contradiction avec la position qu'il a adoptée à la Commission ad hoc sur le DR

- proposition conjointe de B. Francis et JP Van Keerbergen de faire un reportage commun sur la Pologne : accord pour que nos deux directeurs de presse (DR/RV) examinent la filière de presse la plus adéquate pour organiser ce déplacement (Revue de Prague ou agence de presse polonaise)

ROUMANIE prendre acte de ce que J. Debrouwere se rend à Bucarest pour un entretien avec le secrétaire général du PCR

URSS

a) rencontre bilatérale à Moscou le 13/1 sur la lutte pour la détente et le désarmement avec la dimension Est-Ouest européenne: Jan Debrouwere et P. Van Praag (si ce dernier n'était pas disponible, réexaminer avec le secrétariat qui y participerait) Jan Debrouwere sera attentif à la nature du communiqué de presse et envisagera l'envoi préalable d'un projet de texte)

b) invitation au 26e Congrès pour une semaine à partir du 23/2 pour 2 ou 3 camarades

LVG y assistera les deux premiers jours et deux autres camarades participeront à tout le congrès (l'un d'entre eux sera Jan Debrouwere et l'autre sera encore désigné par un prochain secrétariat)

LETTRE DE P. ERGO A L'AMB. DU VIETNAM

la section de politique étrangère vérifiera au nom de quelle association cette lettre a été adressée/

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 13/3/81

Présents: BLUME- COUTEAU- DEBROUWERE- DUCHATEAU- DUSSART- LEWIN- LOOSE
NUDELHOLE- RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES

EXCUSE: BEAUVOIS

PREPARATION DU CC DU 14/3

- La politique du PCF à l'égard des immigrés (en liaison avec les entretiens bilatéraux qui ont eu lieu le 12/3 à Paris et le "Message" adressé à l'Humanité par des non communistes et des communistes dont 5 membres du CC)
-- prendre acte du rapport fait par notre délégation et informer le CC de cette visite

-- même si un désamorçage de la publication du message peut paraître hypothétique, il faut cependant poursuivre avec les signataires l'objectif de la réflexion pour que la 2e phase envisagée (la publication ailleurs) ne soit pas appliquée automatiquement par tous. Cela dans l'intérêt du parti (éviter une cristallisation de l'ensemble des signataires)
ET du PCF

-- Il est regrettable que le DR soit resté en deça de ce qu'a fait la Rode Vaan... et il faudra dès lors préciser notre position dans le Journal

-- C'est pourquoi:

1°) Dans son rapport, Jan Debrouwere abordera le problème du PCF et des immigrés en soulignant notre solidarité fondamentale avec les principes du PCF et notre désaccord sur certaines bavures.

Il évoquera la délégation à Paris ainsi que le message et signalera que le message fera l'objet d'une communication spéciale de LMG, à l'issue des deux points annoncés dans l'ordre du jour de la réunion

2°) Dans sa communication au CC, LMG proposera:

a) que dans le DR du début de la semaine prochaine, il y ait une prise de position plus explicite (dans le sens du projet de note au nom du secrétariat et de l'article de J.Turf dans RV)

b) que le CC se désolidarise de l'initiative du message en mettant l'accent sur la non-acceptation de la méthode employée (signature sans concertation)

c) de faire encore un appel à la réflexion des camarades en ce qui concerne le stade ultime de leur démarche

ORDRE ET TIMING DES TRAVAUX

- 1) rapport sur les options du parti en politique étrangère (si la discussion n'était pas terminée à 16h. l'arrêter et proposer de poursuivre à une séance ultérieure)
- 2) rapport de la commission CC sur le DR
- 3) communications de LVG
 - a) sur les orientations de la fédération de Liège
 - b) sur le message à l'Huma

Proposer de convoquer un CC pour le 28/3 avec à l'ordre du jour:

- fin de la discussion sur le rapport Debrouwere
- } situation à Liège
- conclusions à tirer de l'affaire du message

Présidences du 14/3 matin: R. Dussart

après midi: Jef Turf ensuite J. Debrouwere

P. BEAUVOIS
68, rue du Lait Beurré,
7070 HOUDENG GOEGNIES

19 avril 1981

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers camarades,

Cette note est un apport personnel à la réflexion en cours sur l'Etat du parti. Elle résume une série de notes prises depuis plus de six mois et concernant divers aspects du fonctionnement du parti.

1. INTRODUCTION

Poser le problème de l'organisation du parti, donc évaluer une méthode de travail est indissociable des objectifs idéologiques et des stratégies politiques définies lors des derniers congrès. Dans la mesure où ces objectifs politiques sont fixés avec suffisamment de précision, reste à fixer une méthodologie en abordant les aspects qualitatifs et quantitatifs, comparer la réalité du parti avec le modèle et dresser un plan de restructuration en profondeur du parti. à élaborer

Ce processus de réflexion est en rupture avec les manières actuelles de poser les problèmes d'organisation. Ceux-ci sont abordés en référence aux années antérieures, avec des critères assez vagues, très limités en nombre et inchangés.

En fait, ces problèmes d'organisation n'ont guère évolués depuis 15 ans alors que le parti d'il y a 15 ans évoluait dans des conditions politiques et socio-économiques incroyablement plus pauvres qu'aujourd'hui.

En bref, avec un outil vieilli, dépassé, parfois anachronique, nous avons à occuper un terrain nettement plus vaste, traiter des problèmes infiniment plus complexes, élaborer un discours politique beaucoup plus riche.

Ce divorce entre les moyens et les besoins est encore aggravé par la nature même de notre stratégie qui, vu notre faiblesse numérique, nous amène par la politisation des luttes à présenter aux masses et en ordre principal aux organisations progressistes, des alternatives à la crise qu'elles soient globales ou ponctuelles.

Ce divorce ne peut être maintenu dans le temps sans être à l'origine de conflits multiples entre ceux qui, liés aux masses, à la vie active, et étant vraiment à l'écoute, des forces productives mesurent l'ampleur du travail à accomplir et ceux qui, soit souvent abandonnés à eux-mêmes, soit marginalisés par rapport à la réalité, soit enfoncés dans une routine voire dans un certain confort intellectuel bâti sur quelques idées simples, camouflent souvent la sensation de dépassement qu'ils ressentent et ressentiront de plus en plus, malheureusement, par une série de démarches multiformes.

Faute d'entamer sans trainer une profonde réforme organisationnelle du parti en la planifiant dans le temps, les tensions nées en fait du manque d'adaptation des organisations diverses du parti alimenteront une série de conflits qui prendront des aspects souvent idéologiques, ceux-ci n'étant en fait qu'une façade opportuniste.

1. IDEOLOGIE ET METHODOLOGIE

Le parti a choisi le passage par le voie démocratique au socialisme. En gros cela signifie qu'il faut convaincre les masses, les forces productives en priorité, de la nécessité de rompre avec le capitalisme en enclanchant un processus accumulant les ruptures partielles que nous appelons politiques alternatives spécifiques (fiscale, industrielles, sociales, éducatives...) pour déboucher à terme sur une rupture qualitative fondamentale.

Ces options alternatives présentées aux masses constituent des outils didactiques devant permettre à celles-ci de comprendre qu'il est possible de sortir de la crise, d'avoir une stratégie offensive, d'imposer aux élus d'autres choix que ceux dictés par les monopoles et leurs alliés. Ce vaste débat idéologique ne peut "passer la rampe" que s'il s'appuie sur les difficultés concrètes rencontrées par les diverses couches sociales victimes de la crise. Le processus de réflexion doit partir des crises ponctuelles locales, avancer à temps des solutions convancantes puis dans un deuxième stade, globaliser les luttes partielles et leur donner le prolongement indispensable vers la question du pouvoir.

Un tel processus très schématique suppose pour les organisations d'agitation et de propagande de base un certain nombre de compétences.

Ce rôle incombe au CC et aux fédérations. Ce sont les BF et les CF qui doivent en ordre principal être dotés de compétences ci-après énumérées:

Compétence cognitive - (de connaissance)

La sous-région sur laquelle est branchée la fédération offre en gros deux types de terrains - celui des entreprises et de l'activité économique
- celui des pouvoirs locaux (communes-provinces)

Les connaissances fédérales doivent donc comprendre la situation de chaque entreprise importante (fabricats, situation financières, liaison financière, nombre d'ouvriers et d'employés, conflits passés, nature des travailleurs, etc), comme les aspects les plus pratiques de la gestion communale (fiscalité, logements, aménagement du territoire, infrastructures socio-culturelles et éducatives)

L'accumulation des données dans ces deux domaines est réalisée

- par les contacts avec les membres des conseils d'entreprises ou/et avec des responsables syndicaux
- par la présence d'élus communistes dans les structures administratives locales
- par la possession d'informations statistiques et autres à caractère sous-régionales (presse économique, presse locale, publications statistiques officielles)

La fédération ne peut accumuler ces données que si elle intègre dans ses instances (BF et CF) les éléments de liaisons (élus et les travailleurs informés).

b) Compétence prévisionnelle

L'accumulation des données socio-économiques locales doit entre autre servir de processus d'évaluation des choix et des décisions qui risquent d'engendrer une attaque contre le niveau de vie, l'emploi, les acquis sociaux, l'environnement etc.

• Les données locales doivent être complétées des décisions et projets nationaux lesquels doivent être traduits en terme de sous-région. (ex. impact sous régional de la politique sidérurgique, agricole, etc). L'effort de prévision des conflits potentiels permet, à temps, de développer un processus de réflexion des militants, processus débouchant sur des options politiques alternatives soit entièrement élaborées par la fédération et devant alors alimenter la réflexion nationale (ex. logements sociaux) soit basée sur des choix élaborés par le CC et ses commissions et adaptées aux données locales.

c) compétences politiques

La connaissance du terrain joint à l'effort prévisionnel débouche sur la définition d'options politiques concrètes devant s'inscrire dans la ligne du parti. Il est clair que face à un problème vierge de choix nationaux précis du parti, le projet de réponse fédéral doit recevoir rapidement l'aval des instances nationales. Il importe donc de renforcer et d'accélérer le processus de circulation verticale des idées donc notamment de rendre plus opérationnelles les liaisons entre les membres du BP

d) Compétence organisationnelle

avec adaptations éventuelles

Elle concerne les méthodes et moyens par lesquels le choix politique défini par le parti est transmis aux masses concernées. Les moyens rédactionnels et d'impressions modernes sont un des besoins à assurer à chaque fédération. On est loin du compte. Les méthodes de diffusion d'un message sont multiples. Trop de possibilités sont actuellement négligées.

citons en vrac:

- ° les communiqués de presse (presse régionale et radios locales)
- ° les conférences de presse
- ° les interviews à la radio, TV, aux radios-libres
- ° l'emploi des journaux publicitaires
- ° l'usage de publications autres que celles émanant du parti
- ° brochures et tracts édités par la fédération

Expérimentalement, il est prouvé qu'une fédération peut faire passer un communiqué de presse aux journaux locaux et à la RTBF tous les 15 jours à la condition d'apporter une position originale adaptée au contexte de la sous-région. C'est pourquoi des communiqués nationaux, quelque peu retravaillés et adaptés passent également dans les médias locales.

La diffusion du matériel propre au parti suppose l'organisation au niveau fédéral d'un réseau propre.

e) Compétence d'évaluation d'impact.

L'évaluation de l'impact d'un document fixant une réponse politique est généralement très vague. La manière dont est reçue une brochure, une circulaire est souvent limité au constat que le tract n'a pas été jeté au sol en trop grande quantité. C'est-là un critère fort sommaire. Le retour doit être assuré autrement notamment par le contact post diffusion avec les militants d'entreprises, les contacts syndicaux privilégiés, les élus locaux du parti.

2. L'ELARGISSEMENT DE L'ACTION DU PARTI

Le premier paragraphe voulait esquisser une méthode de travail peu systématisée dans le parti. Même si elle l'était, elle échapperait à toutes les évaluations qualitatives faites par les instances nationales, celles-ci étant limitées au Fonds de combat, aux membres et aux cotisations. Il importe non pas d'opposer ces critères à la méthodologie partielle proposée mais de compléter et d'affiner nos moyens d'évaluation.

Un élément supplémentaire d'évaluation de l'action des organisations de base du parti est la mesure du champ de cette action. Trop de fédérations se bornent simplement à être des agents de diffusion du matériel national, un point c'est tout. Ce champ est quasi nul car ce n'est pas en passant une fois par an un message dans la sidérurgie, l'enseignement, que la politique du parti peut pénétrer en profondeur. La fréquence est à renforcer mais aussi l'éventail des couches populaires touchées.

A côté des industries classiques concentrant plusieurs centaines de travailleurs, il est des milliers de travailleurs à ne jamais être touchés par le parti. En premier lieu les employés des entreprises précitées qui représentent une part de plus en plus grande de forces productives et qui sont souvent susceptibles de disposer de données très riches concernant leur entreprise vu leurs fonctions.

La grande distribution, les grosses agences bancaires, le personnel des hôpitaux, des écoles, des communes, des intercommunales, des postes, de la SNCB est rarement contacté directement. Idem pour les commerçants, les jeunes, les étudiants du technique supérieur et de l'enseignement universitaire.

Est à poser aussi, la manière de contacter techniquement les travailleurs des PME, plus particulièrement de la construction qui connaît une crise profonde et qui occupe une part essentielle de l'emploi sous-régional. Souhaiter cet élargissement du champ d'action du parti, c'est simplement vouloir rattraper une évolution déjà réalisée, celle qui fait du secteur tertiaire celui qui compte le plus d'emplois au niveau national. Cette volonté de diversification est peu présente dans le chef des cadres permanents du parti soit en raison des tendances ouvriéristes, soit en raison d'un désintéressement réel pour les femmes au travail soit encore parce que nombreux sont les cadres permanents à avoir acquis leur expérience de militants de base dans les entreprises sidérurgiques ou dans la construction métallique wallonne ce qui les orientent en priorité vers ce type d'entreprise au détriment de l'ensemble.

Poser ce problème de l'élargissement du champ d'action implique naturellement deux conditions:

- a) Une majoration quantitative du travail qu'il faudra rencontrer soit:
- par une augmentation de l'effectif militant - celui des permanents étant à exclure
 - par une majoration de la productivité des cadres permanents essentiellement
 - par une utilisation plus systématique de techniques de contacts individuelles ou collectives sous ou non utilisées

b) Une modification qualitative de la composition moyenne des bureaux fédéraux et des CF qui doivent intégrer davantage et en priorité des militants présents dans la vie active dans les divers secteurs. Ceci nécessite une politique plus valorisante d'intégration des membres les plus dynamiques dans le parti comme le souci de recruter dans les secteurs "non classiques" voire de se satisfaire de comités fédéraux composés à 50% de pensionnés comme c'est le cas dans bon nombre de fédérations wallonnes.

La modification qualitative viendrait nécessairement de l'intégration d'un échantillon aussi représentatif que possible des forces productives.

3. La capacité de mettre en place des structures de lutte correspondant aux besoins

Sortis des problèmes d'entreprise, les structures syndicales s'intéressent difficilement aux autres questions. Le terrain est souvent vierge de structures adaptées pour prendre en charge les questions de loyers, de pensionnés, de jeunes, d'aménagement du territoire, etc. Comme des luttes menées expérimentalement dans ces secteurs sont à organiser dans le cadre pluraliste, il faut que les cadres du parti soient capables de jouer un rôle moteur et créateur dans les comités divers. Or, on constate souvent une incapacité des permanents à utiliser ce genre de structure et à s'en servir efficacement? Les relents sectaires qui dissimulent souvent une peur du dialogue avec des non communistes constituent généralement la cause du blocage à prendre de telles initiatives. Dans un ordre d'idée similaire, se crée de plus en plus souvent des groupes de travail informels constitués pour élaborer un document sur un problème ponctuel. De nombreuses données sont à glaner dans ces groupes où les communistes doivent être présents. Ces données ne peuvent qu'enrichir à temps la ligne du parti/ Il est clair que ces structures ne peuvent se substituer à la structure de fonctionnement du parti. Elles doivent être utilisées soit pour assurer la collecte d'informations retraitées de façon interne au parti soit permettre aux positions du parti et à ses objectifs de passer plus largement dans les masses et dans les luttes.

4. Du rôle des élus

Le parti investi beaucoup lors des campagnes électorales pour obtenir des élus à divers niveaux. Les positions conquises ne sont pas nécessairement toujours valorisées. Les lacunes sont de diverses natures.

1. Les compte-rendus donnés par le DR ne sont pas toujours des plus efficaces. La liaison doit être renforcée et systématisée.
2. Nombreuses interventions concernant des sous-régions et pourraient être répercutées vers la presse sous-régionale.
3. Les élus nationaux, provinciaux, communaux se désintéressent souvent de l'activité fédérale. En fait, ils sont nombreux à négliger l'importance d'une participation active au travail du CF et du BF. De même le CF ou le BF est peu informé de l'activité de ses élus et n'en reçoit pas les informations politiques nécessaires ni ne peut leur apporter l'aide nécessaire et planifier au niveau d'une fédération une action ponctuelle systématique et simultanée en direction de plusieurs conseils communaux par exemple. Les initiatives des élus ne sont pas ou peu valorisées par le canal de la propagande fédérale, des communiqués fédéraux, voire du DR. Il importe donc de sensibiliser ET les élus ET les fédérations à affermir cette liaison, faute de quoi on sous-valorise les positions acquises, et on en arrive rapidement à la situation où être élu devient une fin en soi non un moyen d'action supplémentaire au service de la politique du parti. Ainsi le parti dans son ensemble néglige le rôle à faire jouer par les élus provinciaux qui sont laissés trop souvent à eux-mêmes.

La commission des élus communaux fonctionne mal avec 5 personnes en moyenne qui assistent aux réunions alors que le parti dispose de dizaines d'élus communaux. Lors période électorale, le CC voire le BP s'intéresse peu à organiser le travail communal et provincial. Pour mémoire, le parti est resté superbement muet comme inactif concernant toute la procédure des plans de secteur des sous-régions. La commission féminine a mené l'action sur les crèches sans qu'on essaie de planifier cette action systématiquement au niveau des provinces et des communes.

Ces critiques pour demander une refonte profonde de la commission communale avec l'engagement des futurs élus d'y siéger, les moyens pour éditer un bulletin interne, comme pour imposer une participation réelle des élus à la vie fédérale en dehors d'une hypothétique commission communale fédérale.

La valorisation du travail des élus nationaux est aussi perfectible.

A la condition 1°) d'être intégré à sa fédération (BF)

2°) de disposer des données socio-économiques, des prévisions de conflits et des solutions alternatives définies

il est possible avec un député au niveau d'une sous-région, de couvrir par les interpellations parlementaires la quasi totalité des problèmes politiques de la sous-région. Ces interventions, systématiquement répercutées par le DR, entraînent une majoration de la diffusion de celui-ci vers les entreprises concernées comme améliorent qualitativement l'aspect sous-régional de notre quotidien.

Enfin le retour de l'action des élus doit se faire systématiquement vers la presse locale. qui, quelle que soit sa couleur politique, accepte d'ouvrir ses colonnes.

C'est-là un facteur multiplicatif de propagande nécessitant un faible quota de travail.

5. Secrétariat parlementaire

Son potentiel actuel est sous-utilisé par les fédérations.

° Il peut jouer un rôle dans le travail de documentation des fédérations et les aider dans le travail de recherche (bilans d'entreprises, statistiques, morphologie des groupes financiers, publications spécialisées)

° Il doit organiser la diffusion vers la presse régionale de l'action des élus

° Les fédérations ont à comprendre la nécessité d'utiliser ces moyens et à apprendre à recourir aux services appréciables du groupe parlementaire.

6. Centre de documentation

Chaque fédération doit disposer d'une structure de classement rassemblant non seulement les tracts et brochures diffusées mais les coupures de presse et données d'entreprises. A ceci doit s'ajouter un certain nombre de données statistiques régionalisées dont:

- publication mensuelle de l'ONEM
- statistiques démographiques, logement, population active
- budget communaux, provinciaux
- etc...

Un mécanisme de distribution doit être mis au point soit à la demande, soit par diffusion systématique.

Le centre de documentation devra disposer d'une méthode de classement des archives, des données statistiques, des publications spécialisées plus élaborées comme se doter du matériel informatique nécessaire pour accéder aux banques de données.

Les données fournies par Trends ou l'Echo de la Bourse devraient être ventilées, particulièrement celles concernant les entreprises, vers les fédérations concernées.

Ce centre, lié au secrétariat parlementaire devrait faire l'objet d'une étude particulière.

7. Moyens didactiques et techniques

Les aspects critiques de cette note doivent être pris collectivement. Les failles existantes ne peuvent être imputées aux militants de base qui n'ont jamais été formés à travailler dans cette perspective.

Il importe donc de créer un cours de formation destiné en priorité aux membres des BF et CF et plus spécialement aux SP et Secrétaires d'organisation fédéraux.

La fédération doit disposer d'un outil technique moderne bien rentabilisé. Les suréquipements sont fréquents (ex. moyen d'impression dans une section utilisé 3 fois par an ; pionniers)

En résumé le matériel disponible doit comprendre:

- photocopieuse
- matériel de sonorisation léger
- matériel d'impression offset
- adressographe
- matériel de classement
- appareil de photo
- machine à écrire moderne

Il importe d'établir un état des lieux de l'équipement fédéral et de planifier l'équipement manquant, celui-ci étant pour l'essentiel à charge de la fédération. Un fonds d'encouragement national pourrait être prévu et réparti au vu du travail accompli en fin d'année.

- de même un état des lieux devrait être fait concernant les locaux fédéraux avec un plan d'acquisition d'immeubles en liaison avec la S° Stimobel.

- les listes de membres devraient être informatives
- chaque fédération devrait disposer:
 - d'un classement des publications faites annuellement
 - d'une brochure périodique adressée aux membres et faisant la liaison avec de l'action politique
 - d'un périodique (4-6 fois l'an)
 - le budget de propagande accordé aux fédérations serait conditionné au travail de propagande réalisé l'année antérieure
- le centre du parti doit pouvoir prêter aux fédérations un matériel plus lourd:
 - projecteur -écran
 - retro-projecteur
 - micro-sono pour orchestre
 - magnétoscope

en réglementer le prêt, former les utilisateurs et apprendre aux fédérations à utiliser politiquement ce matériel.

- Pour l'impression, une certaine centralisation s'avère nécessaire. Elle correspond à la nécessité de disposer d'une offset(500.000f.) et de personnel spécialisé disponible à bon compte.

Un centre d'impression sera créé par province suivant un plan à étaler dans le temps (Hainaut- Liège- Bruxelles (DR- Gans- Anvers) Ceci permettrait

le dégagement du DR en campagne électorale.

- Le centre du parti veillerait à grouper les commandes de papier, encre ...

8. L'embauche des cadres

Ceux-ci sont recrutés sans critères précis et de manière hasardeuse.

Il n'y a pas de plan prévisionnel des besoins ni de politique de rotation dans le temps du personnel, ni de formation complémentaire permettant par exemple à un secrétaire d'organisation de devenir SP puis de passer à un autre niveau de responsabilité. Le maintien d'un cadre dans les mêmes fonctions pendant 10 ans et plus est synonyme d'encroutement et de bureaucratie.

Le souci existe peu de recruter pour former et intégrer à l'appareil du parti.

En d'autres termes, il n'y a pas de politique d'embauche ni de volonté d'assurer une formation permanente des cadres autre que celle faite parfois bien, parfois mal, sur le terrain.

Pourquoi pas un séminaire de SP permettant l'échange d'expériences et une formation complémentaire ?

Il n'y a pas de contrôle sur l'activité des permanents, pas de motivation pour ceux qui travaillent en conscience, pas de sanction ni de contrainte pour ceux qui ont déjà et avec une remarquable avance sur le mouvement ouvrier, acquis la ~~journée~~ ^{semaine} des 25 heures, sans doute par une volonté militante de justifier leur qualité d'avant garde du monde du travail.

Il y a donc lieu, en préalable de la discussion du budget, d'estimer chaque année les postes à pourvoir, les départs pour pension ou prépensions, les besoins à combler et financièrement "comblables", de réaliser un organigramme des permanents du parti avec leurs responsabilités, leurs tâches, comme de créer, en fusion ou à côté de la CCP, un groupe d'évaluation du rendement et des capacités de chaque permanent du parti. Aux membres du BP à désigner cette commission au sein du BP, A elle de déposer chaque année, un bilan sur l'activité des fédérations et des permanents en coopération avec les secrétaires d'organisation.

J'ajouterai que ces problèmes divers doivent être discutés au BP et NON venir prédiégérés du secrétariat du parti, faute de quoi le BP ne pourra pas rester l'organe de décision du parti, chaque membre assumant réellement ses responsabilités concernant l'ensemble du fonctionnement du parti.

Concernant la politique de cadre et d'embauche il importe de définir avec précision ce que l'on attend d'un SP, d'un SO, d'une dactylo, et des diverses fonctions permanentes.

En regard de chaque cas, il importe de fixer les compétences à avoir pour assumer ces fonctions, soit qu'elles soient acquises dès le départ par le candidat, soit que le parti en accord avec l'intéressé lui-même, lui laisse un délai et crée les conditions favorables pour qu'il puisse les acquérir.

9. Des membres

Les moyens informatiques, à bas prix, permettent de mettre sur fiche, l'ensemble des noms et adresses. A la carte de membre simple, serait joint une fiche, présentée comme les formulaires administratifs avec une case pour chaque lettre et chaque chiffre. Ceci réglerait le problème des adresses

illisibles, des données manquantes, etc. Le membre ne remplirait qu'une seule fiche. La centralisation des cartes permettrait de contrôler la réaffiliation des anciens membres. Un contrôle bimestriel serait envoyé aux fédérations ne portant plus sur les effectifs mais aussi sur les membres non refaits avec justification à donner par la fédération laquelle photocopierait les listings à l'attention de ses sections (voir abonnés au DR)

Le parti cesserait sans doute d'être un parti passoire.

10. Financement du parti.

point à débattre dans une réunion spéciale sur deux thèmes

- 1) structures financières commerciales et fédérales
- 2) diversification du secteur et son état actuel

EPILOGUE

Cette note est technique.

Elle ne répond pas à toutes les questions.

Elle prétend poser des problèmes que l'ensemble du BP doit assumer faute de perdre son autorité.

En Butte contre des états-majors politiques et financiers disposant de moyens sophistiqués et maximalisant le rendement, il nous faut aborder aussi, à côté des dimensions politiques et humaines, les problèmes d'organisation. Seule une véritable organisation du parti peut, dans une large mesure, combler la pénurie de militants et de moyens. Les facteurs multiplicatifs de l'esprit de créativité, de propagande, etc, doivent être introduits partout où cela est possible.

Les barèmes payés actuellement par le parti justifient plus d'exigence vis-à-vis du personnel.

De nouveaux critères d'évaluation du travail politique doivent être ajoutés aux anciens. Les actions en direction de la jeunesse et des jeunes travailleurs, adaptées à leur mentalité doivent être programmées pour assurer une relève permanente à la base comme dans les structures du parti.

Même si cette comparaison est osée, le BP est le "Conseil d'administration" d'une entreprise de plus de 70 personnes y compris le DR

N'étant pas motivé pour un mandat purement honorifique dans ce conseil d'administration, je me suis permis ces remarques.

Leur prise en compte, leur affinement, leur critique est une nécessité dont dépend, à mon sens, et pour une bonne part l'avenir du parti.

P. BEAUVOIS.

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 25 MAI 1981

EXCUSE: ROBERT DUSSART

PROCHAIN BP (conclave) le VENDREDI 5 JUIN

SITUATION POLITIQUE: accord sur le texte d'un communiqué (en annexe)

SUITES DU CC DU13

COMITE FEDERAL DE LIEGE du 2 JUIN: s'assurer de la présence de J.Nagels plus un autre membre du CC

ASSEMBLEE FEDERALE DES MILITANTS:prendre dispositions pour le 12 juin - délégation du BP: Beauvois, Dussart et LVG; ouverture par celui-ci et introduction par P.Beauvois dans la foulée de son rapport et de sa réplique au CRW du 23 mai

DOSSIER POUR: premier examen des informations rassemblées par le groupe ad hoc demain mardi de 10 à 11h., avec les membres francophones du BP présents dans la maison

Le secrétariat commencera donc à 11 h. Il faudra chercher une manière de mieux articuler le fonctionnement des différentes instances.

PREPARATION DU CC DU 13/6

Rappel du calendrier jusqu'au Congrès (sauf élections "perturbatrices"

- CC 13 JUIN: sera saisi des 4 propositions de résolution ou d'un projet de résolution à 4 volets

- de fin septembre à fin novembre; discussion des projets de résolution dans l'ensemble du parti

- fin novembre; les congrès fédéraux

- CC en décembre: bilan de cette discussion

- week-end de janvier février: travaux des commissions du congrès

- congrès de 2-3 jours en séance publique avec bilan des travaux des commissions

LE POINT SUR LA PREPARATION DES 4 GROUPE DE TRAVAIL

GROUPE I. l'avant-projet est prêt, il sera soumis au groupe le 6 juin
Veiller à développer un point charnière entre les groupes 1 et 2: notre orientation en ce qui concerne la poursuite de la réforme des institutions (cf.l'importance de plus en plus grande de l'articulation régionale de l'alternative)

Si, à court terme, il faut inscrire notre action en tenant compte des réalités institutionnelles, il importe de fixer en perspective le fait que c'est dans la mesure où les régions auront la maîtrise de leur stratégie industrielle qu'il sera possible de faire prévaloir une politique industrielle belge. A ce propos, être attentif à la rapidité des évolutions sur le terrain politique (cf. l'interrégionale wallonne, le RW, l'ACW avec 2 motivations) Veiller à mieux suivre les problèmes d'économie rurale et semi-rurale (mieux profiter de l'expérience de l'UDEF).

PROPOSITION A SOUMETTRE AU CC DU 13/6 en mettant l'accent sur son intérêt dans le cadre d'une bonne préparation au Congrès; actualiser nos plans emplois fédéraux sur base aussi de notre plan anti-crise.

REFLECHIR POUR L'APRES CONGRES: à la constitution d'une cellule études et documentation avec des CST, ayant pour objectif: aller plus loin dans la programmation d'une vraie politique industrielle au niveau des régions.

GROUPE 2.

Une première synthèse sera soumise au groupe le 26 mai. Encore à introduire en s'y opposant, la notion de gouvernement de législature : il s'agit pour nous de restreindre le pouvoir de l'exécutif de dissoudre les Chambres (à noter l'intérêt du colloque sur la particratie dont les actes sont publiés par Respublica)

A vérifier, la composition des prochains conseils régionaux en cas de dissolution des Chambres

GROUPE 3. Le projet de texte sera soumis à la commission préparatoire le 2 juin.

GROUPE 4. Point de départ doit être la réaffirmation de la vocation du Parti à être un parti moteur et rassembleur dont l'enracinement dans le monde du travail, en mutation, est une caractéristique - et une nécessité-primordiale. Seule cette implantation peut lui permettre de jouer son rôle de "force d'entraînement du mouvement ouvrier et démocratique dans le combat pour les objectifs novateurs qui répondent aux besoins présents du développement social".

Une des sources de l'apparition des courants "latéraux" dans le Parti réside dans l'idée fallacieuse que son "enracinement ouvrier" et sa "vocation novatrice" seraient incompatibles, et que dès lors il faudrait privilégier soit l'un, soit l'autre de ces exigences complémentaires fondamentales.

PROCES VERBAL DU BP (conclave) du 5 JUIN 1981

PRESENTS: BEAUVOIS- COUTEAU- DEBROUWERE- DUCHATEAU-DUSSART-LEWIN-LOOSE- RENARD-
TURF- NUDLEHOLE- VAN GEYT- WITHAGES

EXCUSE: BLUME

EXAMEN DES PROJETS DE DOCUMENTS PREPARATOIRES AU 24e CONGRES A SOUMETTRE AU CC
DU 13 JUIN

GROUPE 1.

° accord pour compléter ou préciser le texte sur les points suivants:

- ° introduire l'idée qu'il n'y a d'autre issue à la crise que la régression ou l'"alternative".
- ° démystifier la notion de rentabilité
- ° introduire un volet communautés européennes
- ° confirmer notre conception du fédéralisme démocratique en proposant étapes sur base du système actuel: maîtrise des régions sur leur stratégie industrielle (informer le CC de ce que les deux conseils communautaires ont marqué leur accord avec les propositions de la régionale bruxelloise sur le statut de Bruxelles)
- ° tenir compte, à propos de logique anti-crise, des premières mesures du gouvernement Mauroy
- ° être attentif au détachement assez net organisations de classes moyennes par rapport à la FEB (cf. aussi réactions PME en France à l'élection de Mitterrand)
- ° développer l'aspect environnement (voir note groupe "écologie".)

Informers la CC de ce que ce chapitre sera précédé d'un texte avec rappel du développement de la crise et résistance du mouvement ouvrier et démocratique

- Informer le CC de ce que la paragraphe sécurité sociale sera traité avant le Congrès, au cours d'une réunion spéciale du CC
- Demander au CC de charger les fédérations d'élaborer un plan emploi pour chaque sous-région en guise de contribution à la préparation du Congrès (cf. plan Centre-Borinage)

GROUPE 2.

Encore à insérer, un chapitre sur la bataille des jeunes pour la démocratie

- ° une version communauté flamande du premier paragraphe du chapitre enseignement et culture (F.Delmotte)
- Accord pour compléter et préciser le texte, en prenant pour fil conducteur la crise du système de pouvoir, sur les points suivants:
 - ° introduire l'idée: porter les luttes vers les instances de décision = manière de contrer la disqualification de ces instances et les opérations de droite (cf.Vlaamse Blok et UDRT)
 - ° introduire, en liaison avec les fronts politiques, le front commun syndical
 - ° tenir compte de ce que la société belge est aussi caractérisée par l'existence d'une droite autoritaire, de ce que la droite n'a pas renoncé à utiliser l'appareil judiciaire à son profit
 - ° introduire l'idée qu'une véritable décentralisation des établissements scolaires avec des moyens suffisants et une gestion démocratique = une des voies vers l'école pluraliste
 - ° introduire l'élément dépréciation de l'enseignement (et notamment des centres de promotion sociale) entraîné par l'enseignement de l'Onem à la mesure des besoins patronaux
 - ° introduire notre avis sur le referendum (cf.édito de J.Moins)

GROUPE 3.

Informé le CC de ce que ce texte sera complété par un paragraphe

- ° rappelant nos positions sur la Pologne (en tenant compte des provocations de l'administration Reagan et des ingérences de certains pays du Pacte de Varsovie)
- ° explicitant nos propositions quant à une solution politique du problème Afghan.

GROUPE 4.

- ° informer le CC de ce que l'articulation fonctionnement du Parti devra encore être développée(entre les 3 premiers chapitres et le 4e)
- ° accord pour compléter le passage du texte consacré au DR dans le sens suivant: une part des critiques émises contre le DR sont en fait des critiques contre la ligne du Parti.
- ° Réfléchir aux formulations et faire toutes suggestions utiles au groupe pour d'éventuelles précisions de nuances.

Réfléchir d'ici la publication des documents à l'idée qu'il est du devoir des organismes centraux du P. de donner à ses membres la possibilité de poser les questions qui les tracassent mais de manière à aider et non à gêner le P. (voir usage des Faits et Arguments mais aussi du DR)

° Demander que le CC du 13 donne mandat au groupe 4 pour présentation en septembre
 ° soit d'un projet achevé de révision des statuts (l'art.1. mis à part)

° soit d'un document d'options pour la révision des statuts (y compris l'intégration dans ceux-ci du règlement d'ordre intérieur)

° Le congrès se prononcerait alors sur ces options que le CC devrait mettre en forme pour les soumettre à un congrès reconvoqué sur ce problème-là dans les 6 mois.

° Fonctionnement régionalisé du P. (rythme des assises nationales et régionales):
 LVG fera dans la quinzaine des propositions plus formelles en vue d'un débat à un prochain BP.

A introduire dans les statuts de manière précise: la règle de la concertation (examen des candidatures aux instances dirigeantes en regard de l'acceptation de cette règle)

les responsabilités des ins-

tances fédérales a) envers leur fédération;

b) envers le CC et les CR

Information sur la participation des membres du CC aux travaux des groupes: éven-
METHODE DE TRAVAIL POUR LE CC DU 13 JUIN (tuels motifs d'excuses à préciser

y réfléchir pour le secrétariat de mardi 9

Joindre à l'envoi des derniers documents, une lettre demandant aux membres du CC de préparer des propositions d'amendements par écrit, de manière à pouvoir - quant au fond - les soumettre au vote

EXUCUTION DES DECISIONS DES CC DES 3 AVRIL ET 13 MAI

Information sur le CF de Liège et la convocation d'une assemblée "clandestine"

Demander mandat au CC pour convocation d'une assemblée à l'initiative du BP:

exposé de notre stratégie wallonne dans la foulée du CRW

° Faire acter par le CC que le matériel de propagande fédéral traitant des problèmes à incidence nationale ou régionale et la convocation des assemblées fédérales sont à soumettre à la concertation préalable

- Informer le CC sur les problèmes en suspens en ce qui concerne le cadre permanente à Liège et à Charleroi



PARTI COMMUNISTE
DE BELGIQUE

PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20
1000 BRUXELLES
Tél. 512.90.12

BUDGET 1982 : LA NOTE EST LOURDE, LES TRAVAILLEURS
DEVRONT REAGIR

Il est de tradition pour le gouvernement de profiter de la période des vacances pour porter des nouveaux coups aux revenus et acquis sociaux.

En effet dans ce projet budgétaire la note est lourde ; mise en cause du système des allocations familiales, de nouvelles attaques contre les allocations de chômage, les travailleurs paieront encore plus d'impôts, démantèlement des soins sanitaires, etc, etc.

Alors qu'il est démontré que la politique de régression sociale a eu pour seul résultat l'aggravation de la crise, le gouvernement, par les mesures prévues pour le budget 1982, veut poursuivre dans cette voie.

Les seuls vainqueurs des discussions des semaines passées se ne sont ni les ministres socialistes ni démocrates-chrétiens mais ceux qui veulent une austérité renforcée sur le dos des travailleurs pour le plus grand bien des gros fraudeurs fiscaux, des grosses fortunes et de l'évasion des capitaux.

Le gouvernement ne prend aucune mesure sérieuse contre la grande fraude fiscale, il n'y aura pas d'impôts sur les grosses fortunes dignes de ce nom, on ne fait rien contre la fuite des capitaux.

Néanmoins seules ces mesures sont capables de nous sortir de l'impasse de la crise et du fatalisme dans lequel ce gouvernement plonge notre pays.

Mais ce budget n'est pas encore voté. Dès maintenant une large mobilisation des travailleurs doit être préparée afin de peser sur les élus se réclamant du mouvement ouvrier pour leur imposer de choisir une autre politique.

Bruxelles, le 7 août 1981

Le Bureau Politique du Parti communiste de Belgique.